



Session Plénière du 4 Février 2016

Rapport N°16.01.01 - Rapport d'Orientations Budgétaires 2016

Le Développement Economique

Intervention de Daniel FRACZAK (Groupe Front National)

Monsieur le Président, Chers Collègues,

La loi NOTRe a institué le développement économique comme nouvelle compétence de la région...

Le chômage endémique qui frappe notre pays est un frein au développement économique et social et ses conséquences désastreuses, débordent largement le champ économique. Facteur de désocialisation et de perte de la valeur travail pour ses victimes, il provoque également des tensions au sein de la société, contribuant ainsi au développement de l'insécurité.

Monsieur le Président, nous ne pouvons être satisfaits comme vous, à l'aide d'une présentation en trompe l'œil... peut-être la contagion du déni dans lequel s'enferment les politiques de votre sensibilité....et que le taux de chômage augmente un peu moins vite en région qu'au niveau national.

Pourtant, la réalité des chiffres est là : en 2015, en région CVL, le nombre de chômeurs de catégorie A a augmenté de 2% s'établissant à 132 945. Toutes catégories confondues, il a augmenté de 5,8% soit 214 808 personnes et 0.8% au-dessus de la moyenne nationale qui elle s'établie à 5%... Alors il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir !

Une priorité sur l'emploi affichez-vous, nous ne pouvons qu'être d'accord, mais comment, et avec quels moyens... ?

L'emploi dépend d'abord de la vitalité de nos petites et moyennes entreprises.

Les PME et les PMI sont en voie de disparition et notre tissu économique ne cesse de s'affaiblir. Vous ne pouvez pas vous féliciter d'une baisse moins forte au niveau régional de création d'entreprises par rapport au niveau national.

Le nombre de créations de petites entreprises mis en avant par cet optimisme béat qui voit le verre à moitié plein, n'est pour l'essentiel, qu'un chômage déguisé sous forme d'auto entrepreneurs et de stages cul de sacs et n'est en rien le gage du développement d'un tissu de PME/PMI solide et durable.

Dans votre rapport que vous présentez comme offensif...aspect que nous n'avons pas décelé... comme le fait remarquer judicieusement le CESER, les orientations notamment en ce qui concerne le développement économique, sont en effet, identiques à 2015.

Alors qu'elles représentent 95% du tissu économique régional, les aides aux PME/PMI, artisans commerçants ne devraient se contenter que d'un pourcentage infime du budget des aides accordées aux entreprises par la région, soit de l'ordre de 5,5%... C'est plus qu'insuffisant et ne peut certainement pas être qualifié d'offensif... Pour un signal significatif, nous demandons le doublement des aides accordées aux PME/PMI dans la part du budget alloué aux aides aux entreprises et ce dès cette année.

De plus nos PME/PMI ne remportent qu'une part insuffisante des montants des marchés publics, due à des freins principalement administratifs et règlementaires, mais aussi au refus imposé par l'Union Européenne avec la complicité du gouvernement, de réserver l'accès des marchés publics aux entreprises Françaises au nom d'un libéralisme abusif, entravant notre économie et la laminant.

Pendant cette mandature, nous serons particulièrement attentif aux aides accordées, afin qu'elles ne favorisent pas les entreprises délocalisant leur activité ou employant des travailleurs détachés au détriment de l'emploi régional. Nous demandons l'introduction de critères sociaux et environnementaux dans les appels d'offres des marchés publics, de manière à favoriser nos entreprises locales.

Vous vous êtes engagé à doubler l'aide à l'innovation sur la mandature, que cela ne tienne, Monsieur le Président...et nous ne pourrions qu'être d'accord sur cet engagement puisque l'innovation étant générateur d'emplois. Mais doubler quelle somme ? Il serait intéressant de connaître le montant dédié aux aides à l'innovation accordé sur la précédente mandature car l'opacité du budget sur ce poste permet difficilement d'en mesurer l'impact.

Quant au volet « économie sociale et solidaire » représenté principalement par CAP ASSO, nous ne pouvons que regretter son traitement dans la commission relevant du développement économique.

Bien que nous n'en contestions pas l'objet en tant que tel, quelle plus-value à l'économie réelle apportent les associations en charge de la culture ou du sport ?

L'emploi associatif subventionné, dont la pérennité n'est assurée que par les collectivités publiques et les emplois induits subjectifs dont on peut contester la réalité puisqu'il n'y a aucune création de valeur marchande, en sont des réponses. Pour la clarté des budgets et de l'utilisation des finances publiques il aurait mieux valu traiter ces dossiers dans les commissions dédiées à cet effet.

Absent de votre rapport dans la déclinaison de vos priorités régionales, à l'instar de votre discours d'investiture du 18 décembre dernier, comme nous vous l'avions d'ailleurs fait remarquer, je ne pouvais terminer mon intervention sans une pensée pour nos agriculteurs et la crise majeure et désastreuse qu'ils sont en train de vivre.

A des coûts de vente tirés vers le bas par la guerre des prix dans la grande distribution, une concurrence déloyale européenne provoquée par des normes sociales et environnementales différentes sans compter les autres difficultés qui viennent s'ajouter comme l'empilement des normes, les problèmes de surproduction notamment dans le lait, et l'embargo russe sur l'agro-alimentaire.....dû à des décisions géopolitiques contestables.

Il est urgent de procéder à des allègements de charges, à un rééquilibrage des relations commerciales entre industriels, grande distribution et agriculteurs et de remettre en cause des normes trop lourdes à mettre en place.

Nous demandons une utilisation plus rationnelle des Fonds Européens Agricoles pour le développement, décidée par la technocratie Bruxelloise et loin des réalités économiques agricoles de notre pays. Enfin, nous serons très attentifs aux aides accordées à l'investissement agricole afin qu'elles soient plus équitables et affectées vers les petites exploitations qui souffrent le plus de la crise.

Je vous remercie.